ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 5 avril 1973, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant confirmation de deux arrêtés royaux relatifs au tarif des droits d'entrée et de deux arrêtés royaux concernant la franchise des droits d'entrée et d'accise accordée dans le trafic international des voyageurs, pris au cours de l'année 1972", a donné le 4 juillet 1973 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 5e april 1973 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot bekrachtiging van twee koninklijke besluiten betreffende het tarief van invoerrechten en van twee koninklijke besluiten inzake de vrijstelling van invoerrecht en accijns in het internationale reizigersverkeer, getroffen in de loop van het jaar 1972", heeft de 4e juli 1973 het volgend advies gegeven :

Observations concernant l'arrêté royal du 14 décembre 1972 (Moniteur belge du 21 décembre 1972).

Depuis le 1er juillet 1968, le tarif douanier applicable en Belgique est un tarif douanier extérieur commun aux six pays de la Communauté économique européenne. Les droits de douane ont été supprimés à l'intérieur de la Communauté.

Le tarif douanier extérieur commun a été arrêté par un règlement du Conseil de la C.E.E. du 28 juin 1968 (Journal officiel n° L. 172 du 22 juillet 1968).

Le préambule de ce règlement précise, toutefois, que celui-ci ne s'applique pas aux produits relevant de la C.E.C.A. et qu'il ne fait pas obstacle à l'application par les Etats membres de droits autres que ceux du tarif douanier commun dans la mesure où une disposition du droit communautaire justifie cette application.

En ce qui concerne les produits relevant de la C.E.C.A., les Etats membres ont conservé leur compétence en matière de politique commerciale (article 71 du Traité de Paris). Mais la commission (et antérieurement au Traité de Bruxelles du 8 avril 1965, la Haute Autorité) peut fixer des taux minima et des taux maxima de droit de douane, limites à l'intérieur desquelles chaque Gouvernement détermine ses tarifs selon sa procédure nationale (article 72 du Traité de Paris).

.../...

C'est en vertu de ces pouvoirs que la Haute Autorité a décidé par sa recommandation n° 1-64 du 15 janvier 1964 de fixer des droits d'entrée minimums pour les produits d'acier (Journal officiel 22 janvier 1964, p. 99), en vue de protéger l'industrie européenne contre les importations excessives.

Au cours de l'année 1972, des négociations entreprises entre la C.E.E. et les Etats qui la composent d'une part, et l'Autriche d'autre part, ayant abouti à la conclusion d'accords de désarmement douanier, ceux-ci ont fait l'objet des actes suivants :

I. Pour réaliser l'abaissement des droits d'entrée concernant les produits pour lesquels la C.E.E. est compétente :

- Accord intérimaire entre la Communauté économique européenne et la République d'Autriche, signé à Bruxelles le 22 juillet 1972 et approuvé par le Règlement (C.E.E.) n° 2046/72 du Conseil du 25 septembre 1972 (Journal offidel 29 septembre 1972, n° L. 223/1).
- Accord entre la Communauté économique européenne et la République d'Autriche, signé à Bruxelles le 22 juillet 1972 et approuvé par le Règlement (C.E.E.) n° 2836/72 du Conseil du 19 décembre 1972 (Journal officiel 31 décembre 1972, n° L. 300/1).

Suite à leur approbation par des règlements du Conseil, ces deux accords ont été rendus directement applicables sur le territoire des Etats membres.

II. Pour réaliser l'abaissement des droits d'entrée concernant les produits relevant de la C.E.C.A. :

.../...

a) Décision des représentants des Gouvernements des Etats membres du 20 juillet 1972 (Journal officiel 29 septembre 1972, n° L. 223/83).

b) Accord intérimaire entre les Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la République d'Autriche, signé à Bruxelles le 22 juillet 1972.

c) Accord entre les Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne du charbon et de l'acier, d'une part, et la République d'Autriche, d'autre part, signé à Bruxelles le 22 juillet 1972.

d) Décision de la Commission du 28 septembre 1972 contenant autorisation de dérogation aux obligations résultant de l'article 1er de la recommandation n° 1-64 de la Haute Autorité du 15 janvier 1964 (Journal officiel 6 octobre 1972, n° L. 228/44).

e) Arrêté royal (belge) du 14 décembre 1972 mettant à exécution les réductions tarifaires en faveur de l'Autriche (Moniteur belge du 21 décembre 1972).

Ce dernier arrêté est soumis, pour confirmation, au législateur par le présent projet de loi.

*

* *

On sait qu'en vertu des articles 110 et 112 de la Constitution, aucun impôt au profit de l'Etat ne peut être établi que par une loi et que nulle exemption ou modération d'impôt ne peut être établie que par une loi.

.../...

Les droits d'entrée font partie de la matière des impôts. Toutefois, le législateur a admis qu'il convenait, pour des raisons d'intervention immédiate et de lutte contre la spéculation, de conférer au pouvoir exécutif le pouvoir de modifier les droits d'entrée. Pour sauvegarder les prérogatives constitutionnelles des Chambres législatives, les arrêtés royaux de l'espèce sont soumis au législateur, pour confirmation (article 2 de la loi du 20 février 1970).

Il a de même admis qu'en dehors du tarif des droits d'entrée, le Roi pourrait prendre toutes autres mesures en matière de douane et d'accise, propres à assurer la bonne exécution d'actes internationaux, ces mesures pouvant comprendre l'abrogation ou la modification de dispositions légales.

Selon l'exposé des motifs de la loi du 20 février 1970, ce dernier pouvoir devait permettre de faire face à l'exécution des règlements, décisions et actes communautaires du même genre concernant le domaine général de la législation douanière, spécialement pour se conformer à l'article 11 du Traité de 1957 instituant la C.E.E., lequel article oblige les Etats membres à prendre toutes dispositions appropriées pour exécuter dans les délais fixés les obligations qui leur incombent en vertu du Traité.

L'arrêté royal du 14 décembre 1972 invoque ces dispositions à titre de fondement légal. C'est donc régulièrement que le tarif des droits d'entrée a été modifié à partir du 21 décembre 1972, date de publication de l'arrêté royal.

.../...

Mais, selon son article 2, cet arrêté est appelé à produire ses effets à partir du 1er octobre 1972.

Dans la mesure où cette rétroactivité est prévue, l'arrêté porte atteinte aux droits déjà acquis par le Trésor public, soit en obligeant celui-ci à des remboursements, soit en réduisant la créance fiscale certaine qu'il détenait sur les importateurs d'aciers autrichiens. Cette rétroactivié ne peut trouver son fondement dans la loi du 20 février 1970. Celle-ci est une loi dérogatoire au droit constitutionnel, strictement justifiée par les impérieuses nécessités propres aux intérêts financiers de l'Etat et par l'impossiblilité d'éviter des manoeuvres spéculatives si l'on devait utiliser la procédure normale de détermination des impôts. Ce n'est que par une disposition législative expresse, un règlement ou une décision de caractère supranational ayant directement effet sur notre territoire ou par un Traité ayant reçu l'assentiment des Chambres législatives que l'on pourrait justifier l'abandon des droits du Trésor public dans la mesure où une rétroactivité s'attache à l'arrêté royal du 14 décembre 1972.

Le préambule de l'arrêté royal invoque à cet effet la décision du 20 juillet 1972 des représentants des Gouvernements des Etats membres de la C.E.C.A.

Cette décision, préalable à l'accord signé avec l'Autriche, prévoit effectivement que les droits d'entrée applicables sur les importations d'aciers autrichiens seront réduits à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord intérimaire entre la Communauté économique européenne et la République d'Autriche, et ce jusqu'au 31 mars 1973.

.../...

La nature de cette décision est malaisée à définir. D'une part, et encore qu'elle soit publiée dans le Journal Officiel des Communautés européennes, il ne peut s'agir d'une décision supranationale qui serait directement applicable dans les pays membres de la C.E.C.A., puisque l'article 72 du Traité de Paris du 18 avril 1951 ne permet aux autorités de la C.E.C.A. que de fixer des taux minima et des taux maxima des droits de douane et que les représentants des gouvernements des Etats membres, bien que réunis "au sein du Conseil", ne constituent pas un organe de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

D'autre part, cette décision n'apparaît pas, en sa forme, être établie comme un traité international. Elle émane non de plénipotentiaires représentant chacun des six Etats, mais d'une espèce de collège de représentants qui se veulent "réunis au sein du Conseil". Les noms de ces représentants, qui seraient des ministres en exercice, ne sont pas connus, le quorum des présences et de la majorité ayant adopté la "décision" n'est pas précisé et cette dernière ne porte comme signature que celle du ministre néerlandais, au titre de président de la réunion de ces représentants.

Cette décision a encore ceci de particulier qu'elle fait état, dans son préambule, de la considération que l'accord intérimaire entre les Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la République d'Autriche "est soumis à l'approbation de chaque Etat signataire suivant les règles constitutionnelles qui lui sont propres".

.../...

La décision du 20 juillet 1972 ne paraît, dès lors, pouvoir être considérée que comme une déclaration d'intentions communes, de nature politique, et ne créant pas par elle-même des droits et des obligations dans le chef des Etats qui l'ont exprimée (Novelles, Droit des communautés européennes, n° 1183). On peut y voir une concertation ayant pour but d'assurer une synchronisation de l'entrée en vigueur de l'Accord intérimaire du 22 juillet 1972, en fonction, d'une part, du mode d'entrée en vigueur prévu par cet accord et, d'autre part, des procédures constitutionnelles propres à chaque Etat membre de la C.E.C.A.

Cette "décision" devait donc épuiser ses effets par la réalisation de l'entrée en vigueur de l'Accord intérimaire, concomitamment pour les six pays, au 1er octobre 1972, mais elle ne pouvait servir à asseoir légalement en droit interne la rétroactivité de l'arrêté royal du 14 décembre 1972.

Le Conseil d'Etat est ainsi amené à examiner le problème de l'entrée en vigueur de l'Accord intérimaire du 22 juillet 1972.

Celui-ci comporte un article 28 dont les alinéas 2 et 3 sont ainsi rédigés :

"Le présent accord sera approuvé par les Parties contractantes selon les procédures qui leur sont propres.

.../...

Il entre en vigueur le premier jour du mois suivant la date à laquelle les Parties contractantes se sont notifié l'accomplissement des procédures nécessaires à cet effet".

Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, l'Accord intérimaire n'a pas été soumis à l'assentiment des Chambres législatives et aucune notification d'approbation n'a eu lieu.

On ne peut considérer que la "décision" des représentants des gouvernements du 20 juillet 1972, non plus que les dispositions de la loi du 20 février 1970 et moins encore l'arrêté royal du 14 décembre 1972 ont dispensé le Roi de demander cet assentiment des Chambres.

La décision du 20 juillet 1972 - dont il a été dit qu'elle ne constitue qu'une déclaration d'intentions - peut d'autant moins équivaloir à l'approbation de l'Accord intérimaire qu'elle est antérieure à cet accord et qu'elle se réfère expressément à l'approbation que chaque Etat signataire est appelé à donner au dit Accord suivant les règles constitutionnelles qui lui sont propres.

Par ailleurs, l'arrêté royal du 14 décembre 1972 ne peut davantage être considéré comme une approbation de l'Accord intérimaire puisque celui-ci doit lui servir de fondement légal dans la mesure de sa rétroactivité. Ce serait donner une approbation à un acte imparfait par le moyen d'un acte irrégulier.

.../...

Au surplus, à supposer que la connaissance par l'Autriche de l'arrêté royal du 14 décembre 1972 aurait pu se substituer à l'exigence d'une notification, encore resterait-il que l'Accord intérimaire n'aurait pu être considéré comme entrant en vigueur le 1er octobre 1972, puisque le premier du mois suivant la date de l'arrêté royal eût été le 1er janvier 1973.

On observera que la décision de la Commission des Communautés du 28 septembre 1972 autorisant les Etats membres de la C.E.C.A. à déroger en faveur de l'Autriche aux droits d'entrée minimums établis en 1964, ne fait pas état dans son préambule de la décision du 20 juillet 1972 mais bien de l'Accord intérimaire du 22 juillet 1972 qui, est-il dit, "doit entrer en vigueur le 1er octobre 1972".

Il ressort des considérations qui précèdent que l'Accord intérimaire, en tant qu'il est appelé à lier la Belgique et l'Autriche, n'est pas encore entré en vigueur faute de notification d'approbation et que la mise à exécution de la réduction tarifaire par l'arrêté royal du 14 décembre 1972 manque de base légale pour la période allant du 1er octobre 1972 au 21 décembre 1972 (date de publication au Moniteur de cet arrêté royal).

Pour régulariser la procédure, il conviendrait d'abord que la Belgique et l'Autriche reconnaissent par un échange de lettres que l'Accord intérimaire a été provisoirement appliqué depuis le 1er octobre 1972,

.../...

qu'ensuite l'Accord accompagné de cet échange de lettres soit soumis à l'assentiment des Chambres législatives et qu'enfin l'arrêté royal du 14 décembre 1972 soit confirmé par la loi dès la date prévue pour sa prise d'effets.

*

* *

Aucune limite dans le temps n'est prévue à l'application de l'arrêté royal du 14 décembre 1972.

On observe néanmoins que la décision des représentants des gouvernements des Etats membres ne prévoit la réduction tarifaire que jusqu'au 31 mars 1973, que l'Accord intérimaire qui prévoit la même réduction expire avec l'entrée en vigueur de l'Accord (définitif) entre les Etats membres de la C.E.C.A. et la C.E.C.A. d'une part, et la République d'Autriche, d'autre part, mais au plus tard le 1er juillet 1974.

Cet Accord définitif doit, aux termes de son article 33, être approuvé par les Parties contractantes selon les procédures qui leur sont propres. Il est appelé à entrer en vigueur le 1er janvier 1973, à condition que les Parties contractantes se soient notifié avant cette date l'accomplissement des procédures nécessaires à cet effet.

.../...

Après le 1er janvier 1973, l'Accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la notification, la date ultime pour cette notification étant le 30 novembre 1973.

Pour que l'entrée en vigueur de l'Accord soit régulière et puisse être en harmonie avec les dispositions réglementaires qui seront prises pour son application, il convient que cet Accord soit soumis à l'assentiment des Chambres législatives et que la notification prévue à son article 33 soit effectuée.

*

* *

Les autres arrêtés royaux soumis à la confirmation législative ne soulèvent pas d'observations.

Opmerkingen betreffende het koninklijk besluit van 14 december 1972 (Belgisch Staatsblad van 21 december 1972).

Sedert 1 juli 1968 is het in België toepasselijke douanetarief een voor de zes landen van de Europese Economische Gemeenschap gemeenschappelijk buitentarief. Binnen de Gemeenschap zijn de douanerechten afgeschaft.

Het gemeenschappelijk buitentarief is vastgesteld in een verordening van de Raad van de E.E.G. van 28 juni 1968 (Publikatieblad nr. L. 172 van 22 juli 1968).

In de aanhef stelt die verordening, dat zij geen toepassing vindt op de E.G.K.S.-goederen en dat zij niet verhindert dat de Lid-Staten andere rechten dan die van het gemeenschappelijk douanetarief toepassen in de mate waarin een bepaling van het gemeenschapsrecht die toepassing wettigt.

Ten aanzien van de E.G.K.S.-goederen hebben de Lid-Staten hun bevoegdheid inzake handelspolitiek behouden (artikel 71 van het Verdrag van Parijs). De Commissie (vóór het Verdrag van Brussel van 8 april 1965 de Hoge Autoriteit) kan echter minimum- en maximumdouanetarieven vaststellen, binnen welke grenzen elke Regering haar tarieven bepaalt volgens haar nationale wettelijke voorschriften (artikel 72 van het Verdrag van Parijs).

.../...

Op grond van die bevoegdheden is het, dat de Hoge Autoriteit in haar aanbeveling nr. 1-64 van 15 januari 1964 besloten heeft minimuminvoerrechten voor staalprodukten vast te stellen (Publikatieblad 22 januari 1964, blz. 99), ten einde de Europese industrie tegen overdreven invoer te beschermen.

In de loop van het jaar 1972 hebben onderhandelingen tussen de E.E.G. en de Staten die ertoe behoren enerzijds, en Oostenrijk anderzijds, geleid tot het sluiten van overeenkomsten inzake verlaging van de douanetarieven; die overeenkomsten zijn neergelegd in de volgende akten :

I. Met het oog op de verlaging van de invoerrechten voor produkten waarvoor de E.E.G. bevoegd is :

- Interimovereenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek Oostenrijk, ondertekend te Brussel op 22 juli 1972 en goedgekeurd bij de Verordening (E.E.G.) nr. 2046/72 van de Raad van 25 september 1972 (Publikatieblad 29 september 1972, nr. L. 223/1).
- Overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek Oostenrijk, ondertekend te Brussel op 22 juli 1972 en goedgekeurd bij de Verordening (E.E.G.) nr. 2836/72 van de Raad van 19 december 1972 (Publikatieblad 31 december 1972, nr. L. 300/1).

Nadat beide overeenkomsten door Verordeningen van de Raad waren goedgekeurd, zijn ze onmiddellijk toepasselijk verklaard op het grondgebied van de Lid-Staten.

II. Met het oog op de verlaging van de invoerrechten voor E.G.K.S.-goederen :

.../...

a) Besluit van de Vertegenwoordigers van de Regeringen der Lid-Staten van 20 juli 1972 (Publikatieblad 29 september 1972, nr. L. 223/83).

b) Interimovereenkomst tussen de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en de Republiek Oostenrijk, ondertekend te Brussel op 22 juli 1972.

c) Overeenkomst tussen de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal enerzijds, en de Republiek Oostenrijk anderzijds, ondertekend te Brussel op 22 juli 1972.

d) Beschikking van de Commissie van 28 september 1972 houdende machtiging tot afwijking van de verplichtingen voortvloeiende uit artikel 1 van Aanbeveling nr. 1-64 van de Hoge Autoriteit van 15 januari 1964 (Publikatieblad 6 oktober 1972, nr. L. 228/44).

e) Koninklijk besluit (België) van 14 december 1972 dat de tariefverlagingen ten gunste van Oostenrijk uitwerking doet krijgen (Belgisch Staatsblad van 21 december 1972).

Het laatstgenoemde besluit wordt met het onderhavige wetsontwerp ter bekrachtiging aan de wetgever voorgelegd.

*

* *

Krachtens de artikelen 110 en 112 van de Grondwet kan geen belasting ten behoeve van de Staat worden ingevoerd dan door een wet en kan geen vrijstelling of vermindering van belasting worden ingevoerd dan door een wet.

.../...

Invoerrechten zijn belastingen. De wetgever heeft echter aangenomen dat, wilde men onverwijld kunnen optreden en speculatie kunnen bestrijden, aan de uitvoerende macht de bevoegdheid moest worden verleend om de invoerrechten te wijzigen. Opdat de grondwettelijke prerogatieven van de Wetgevende Kamers gevrijwaard blijven, worden de desbetreffende koninklijke besluiten aan de wetgever ter bekrachtiging voorgelegd (artikel 2 van de wet van 20 februari 1970).

Ook is aangenomen dat de Koning, buiten het tarief van invoerrechten, inzake douane en accijnzen alle andere maatregelen, waaronder ook opheffing of wijziging van wetsbepalingen, zou kunnen treffen met het oog op de goede uitvoering van internationale akten.

Volgens de memorie van toelichting bij de wet van 20 februari 1970 moest deze laatste bevoegdheid de Regering in staat stellen om uitvoering te geven aan de verordeningen, beschikkingen en andere soortgelijke akten van de Gemeenschap met betrekking tot de douanewetgeving in het algemeen, en meer bepaald om zich te gedragen naar artikel 11 van het Verdrag van 1957 tot oprichting van de E.E.G., dat de Lid-Staten verplicht alle passende maatregelen te treffen om de door het Verdrag opgelegde verplichtingen binnen de vastgestelde termijnen na te komen.

Het koninklijk besluit van 14 december 1972 voert die bepalingen als rechtsgrond aan. Het tarief van invoerrechten is dus op regelmatige wijze gewijzigd vanaf de datum waarop het koninklijk besluit is bekendgemaakt, 21 december 1972.

.../...

Volgens zijn artikel 2 heeft dat besluit echter uitwerking met ingang van 1 oktober 1972.

Voor de periode van terugwerking doet het besluit afbreuk aan de reeds door de Staatskas verkregen rechten, hetzij doordat het deze tot teruggave verplicht, hetzij doordat het de belastingvordering welke zij vast bezat op de invoerders van Oostenrijks staal vermindert. Die terugwerking kan geen rechtsgrond vinden in de wet van 20 februari 1970. Deze is een van het grondwettelijk recht afwijkende wet, strikt verantwoord door de dwingende behoeften die de financiële belangen van de Staat kenmerken en door de onmogelijkheid om speculatieve handelingen te voorkomen als de normale weg voor het bepalen van de belastingen moet worden gevolgd. Alleen door een uitdrukkelijke wetsbepaling, een verordening of beschikking naar supranationaal recht met rechtstreekse uitwerking op ons grondgebied, of door een Verdrag dat de instemming van de Wetgevende Kamers heeft verkregen, zou kunnen worden verantwoord dat de Staatskas van haar rechten afstand doet in de mate waarin het koninklijk besluit van 14 december 1972 terugwerkt.

De aanhef van het koninklijk besluit beroept zich daartoe op het besluit van 20 juli 1972 van de Vertegenwoordigers van de Regeringen der Lid-Staten van de E.G.K.S.

Dat besluit, hetwelk aan de met Oostenrijk ondertekende overeenkomst is voorafgegaan, bepaalt immers dat de rechten die worden toegepast bij invoer van Oostenrijks staal worden verlaagd met ingang van het tijdstip waarop de Interimovereenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek Oostenrijk in werking treedt, en tot en met 31 maart 1973.

.../...

De aard van dit besluit is moeilijk te bepalen. Aan de ene kant kan het, ook al is het bekendgemaakt in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen, geen rechtstreeks in de Lid-Staten van de E.G.K.S. toepasselijk supranationaal besluit zijn , aangezien, krachtens artikel 72 van het Verdrag van Parijs van 18 april 1951, de autoriteiten van de E.G.K.S. slechts minimum- en maximumdouanetarieven kunnen vaststellen en de vertegenwoordigers van de Regeringen der Lid-Staten, ofschoon "in het kader van de Raad bijeen" geen orgaan van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal vormen.

Naar de vorm lijkt het besluit anderzijds niet te zijn opgesteld als een internationaal Verdrag. Het gaat niet uit van gevolmachtigden die elk van de zes Staten vertegenwoordigen, maar van een soort van college van vertegenwoordigers die zich "in het kader van de Raad bijeen" achten. De namen van die vertegenwoordigers, die ministers in functie zouden zijn, zijn niet bekend; er is niet gezegd hoeveel vertegenwoordigers aanwezig waren en met welke meerderheid het "besluit" is goedgekeurd; het besluit zelf is alleen ondertekend door de Nederlandse minister, als voorzitter van de verenigde vertegenwoordigers.

Kenmerkend voor het besluit is ook dat het in de aanhef overweegt dat de interimovereenkomst tussen de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en de Republiek Oostenrijk "ter goedkeuring wordt voorgelegd aan elke ondertekende Staat volgens de hun eigen grondwettelijke voorschriften".

.../...

Het besluit van 20 juli 1972 lijkt derhalve alleen te kunnen worden beschouwd als een gemeenschappelijke verklaring van intentie van politieke aard, die uit zichzelf geen rechten en verplichtingen meebrengt voor de erbij betrokken Staten (Novelles, Droit des communautés européennes, nr. 1183). Men kan het beschouwen als een afspraak met het oog op de gesynchroniseerde inwerkingstelling van de Interimovereenkomst van 22 juli 1972, overeenkomstig, enerzijds, de in die Overeenkomst bepaalde wijze van inwerkingtreding en, anderzijds, de grondwettelijke voorschriften van elke Lid-Staat van de E.G.K.S.

Dat "besluit" moest dus aan het einde van zijn werking gekomen zijn door de gelijktijdige inwerkingstelling van de Interimovereenkomst in de zes landen op 1 oktober 1972. Het mocht niet dienen om in het interne recht de terugwerking van het koninklijk besluit van 14 december 1972 te verantwoorden.

De Raad van State is derhalve genoopt het probleem van de inwerkingtreding van de Interimovereenkomst van 22 juli 1972 te onderzoeken.

Die Overeenkomst bevat een artikel 28 waarvan het tweede en het derde lid luiden :

"Deze Overeenkomst wordt door de Partijen bij de Overeenkomst goedgekeurd volgens hun eigen procedures.

Zij treedt in werking op de eerste dag van de maand, volgende op de datum waarop de Partijen bij de Overeenkomst elkaar van de voltooiing van de daartoe vereiste procedures in kennis hebben gesteld".

.../...

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, is voor de Interimovereenkomst de instemming van de Wetgevende Kamers niet gevraagd en is er geen kennisgeving van goedkeuring geweest.

Er kan niet van uitgegaan worden, dat het "besluit" van de Vertegenwoordigers van de Regeringen van 20 juli 1972, evenmin trouwens als de bepalingen van de wet van 20 februari 1970 en nog minder het koninklijk besluit van 14 december 1972, de Koning ervan ontslagen hebben de Kamers om die instemming te vragen.

Het besluit van 20 juli 1972 - dat, zoals gezegd, slechts een verklaring van intentie is - kan des te minder gelijkstaan met een goedkeuring van de Interimovereenkomst, daar het van vóór die Overeenkomst dagtekent en uitdrukkelijk gewag maakt van de goedkeuring welke elke ondertekende Staat er aan dient te verlenen volgens de hem eigen grondwettelijke voorschriften.

Het koninklijk besluit van 14 december 1972 van zijn kant kan evenmin worden beschouwd als een goedkeuring van de Interimovereenkomst, vermits deze voor het koninklijk besluit tot rechtsgrond moet dienen voor zover het terugwerkt. Anders zou aan een onvolkomen akte goedkeuring worden verleend door middel van een onregelmatige akte.

Gesteld bovendien dat het feit dat Oostenrijk kennis zou hebben gehad van het koninklijk besluit van 14 december 1972, dezelfde waarde had kunnen hebben als een kennisgeving, dan nog zou de Interimovereenkomst niet kunnen worden geacht op 1 oktober 1972 in werking te zijn getreden, daar de eerste dag van de maand, volgende op de datum van het koninklijk besluit, 1 januari 1973 zou zijn geweest.

.../...

Op te merken valt dat de beschikking van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 28 september 1972 waarbij de Lid-Staten van de E.G.K.S. worden gemachtigd ten voordele van Oostenrijk af te wijken van de in 1964 vastgestelde minimuminvoerrechten, in de aanhef geen melding maakt van het besluit van 20 juli 1972 maar wel van de Interimovereenkomst van 22 juli 1972, waarvan wordt gezegd dat zij "op 1 oktober 1972 in werking moet treden".

Uit hetgeen voorafgaat volgt dat de Interimovereenkomst, inzover zij België en Oostenrijk zal binden, nog niet in werking is getreden, aangezien er geen kennisgeving van goedkeuring is, en dat de inwerkingstelling van de tariefverlaging door het koninklijk besluit van 14 december 1972 geen rechtsgrond heeft over de periode 1 oktober 1972 - 21 december 1972 (datum waarop dat besluit in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt).

Opdat de procedure kan worden geregulariseerd zouden België en Oostenrijk eerst door een wisseling van brieven moeten erkennen dat de Interimovereenkomst voorlopig toegepast is sedert 1 oktober 1972, zou de Overeenkomst vervolgens samen met die gewisselde brieven ter instemming aan de Wetgevende Kamers moeten worden voorgelegd en zou ten slotte het koninklijk besluit van 14 december 1972 door de wet moeten worden bekrachtigd vanaf de datum die voor de uitwerking ervan is bepaald.

*

* *

.../...

Aan de toepassing van het koninklijk besluit van 14 december 1972 is geen tijdsgrens gesteld.

Toch moet worden opgemerkt dat het besluit van de Vertegenwoordigers van de Regeringen der Lid-Staten de tariefverlaging slechts toestaat tot 31 maart 1973, en dat de Interimovereenkomst, die in dezelfde verlaging voorziet, verstrijkt met de inwerkingtreding van de (definitieve) Overeenkomst tussen de Lid-Staten van de E.G.K.S. en de E.G.K.S. enerzijds, en de Republiek Ostenrijk anderzijds, maar uiterlijk op 1 juli 1974.

Deze definitieve Overeenkomst moet, luidens haar artikel 33, door de Partijen bij de Overeenkomst worden goedgekeurd volgens hun eigen procedures. Zij moet in werking treden op 1 januari 1973, mits de Partijen bij de Overeenkomst elkaar vóór die datum kennis hebben gegeven van de voltooiing van de daartoe vereiste procedures.

Na 1 januari 1973 treedt de Overeenkomst in werking op de eerste dag van de tweede maand volgende op de kennisgeving. De uiterste datum voor deze kennisgeving is 30 november 1973.

Wil de inwerkingtreding van de Overeenkomst regelmatig zijn en in overeenstemming met de verordeningsbepalingen die voor haar toepassing zullen worden vastgesteld, dan moet die Overeenkomst ter instemming aan de Wetgevende Kamers worden voorgelegd en moet de in artikel 33 bedoelde kennisgeving plaatshebben.

*

* *

.../...

Bij de overige koninklijke besluiten die ter bekrachtiging van de wetgever worden voorgelegd, zijn geen opmerkingen te maken.

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
H. ROUSSEAU, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
G. ARONSTEIN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. VAN BUNNEN.